

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 8 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SONIRVAL - VALEST

38 route de Vauzelles
58600 Fourchambault

Références : 230474
Code AIOT : 0005401765

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2023 dans l'établissement SONIRVAL – VALEST, implanté 38 route de Vauzelles - 58600 Fourchambault. L'inspection a été annoncée le 28/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SONIRVAL - VALEST
- 38 route de Vauzelles - 58600 Fourchambault
- Code AIOT : 0005401765
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est une installation de valorisation énergétique de déchets non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation d'urgence
- Rejets aqueux
- Admission des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Risques	AP Complémentaire du 23/03/2005, article 35.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration des accidents et incidents	AP Complémentaire du 23/03/2005, article 6	/	Sans objet
2	Effluents industriels	AP Complémentaire du 23/03/2005, article 21.3	/	Sans objet
3	Prévention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 23/03/2005, article 25.6	/	Sans objet
4	Prévention de la pollution de l'air	AP Complémentaire du 28/03/2005, article 27	/	Sans objet
5	Contrôle de la production des déchets	AP Complémentaire du 23/03/2005, article 29	/	Sans objet
6	Stockage temporaire des déchets	AP Complémentaire du 23/03/2005, article 30.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Traitement des déchets	AP Complémentaire du 23/03/2005, article 31.2	/	Sans objet
9	Admission des déchets	AP Complémentaire du 23/03/2005, article 37.1	/	Sans objet
10	Admission des déchets	AP Complémentaire du 28/03/2005, article 37.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a montré un bon niveau de maîtrise de l'exploitation des installations par l'exploitant. Il est cependant attendu de l'exploitant qu'il se rapproche du SDIS 58 pour préciser leur besoin en termes de documents et accès à ces derniers afin d'intervenir lors d'un incident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des accidents et incidents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2005, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement est déclaré immédiatement à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement et les mesures prises à titre conservatoire.</p> <p>Un rapport d'accident et sur demande un rapport d'incident, répondant à l'article 38 du décret du 21 septembre 1977, susvisé est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Les incidents/accidents sont répertoriés sur un DRIVE informatique de l'exploitant (dépassements dioxine/incendie/pollution). Par exemple, la pollution suite à la fuite des tuyauteries de la cuve FOD le 18/12/21 est bien répertoriée dans ce DRIVE et a été déclarée à la DREAL associée à un rapport d'incident.</p> <p>Les dépassements des VLE supérieures à 1/2 h au niveau des rejets atmosphériques sont intégrés dans le rapport trimestriel transmis à la DREAL.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Effluents industriels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2005, article 21.3
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Les eaux industrielles sont constituées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des eaux de lavage des sols, • des eaux issues du process, • des purges de chaudières et des presses étoupes des pompes, • des rejets du poste de déminéralisation, • du trop plein éventuel provenant de l'extinction des mâchefers, • des eaux pluviales des zones d'extraction et déferraillage mâchefers, • des eaux d'égouttures collectées sur les plates-formes de stockages des mâchefers, • eaux pluviales des aires de dépotage réactif et gasoil, • des eaux du centre de tri. <p>L'ensemble des eaux industrielles, à l'exception des jus de fosse, doit être collecté. Ces eaux doivent être traitées dans un décanteur puis par un débourbeur déshuileur et une remise à pH avant d'être dirigées par l'intermédiaire d'une canalisation unique vers un bassin d'un volume mini de 200 m³ avant rejet final.</p>

Ce bassin doit être maintenu à un niveau de remplissage suffisant de façon à constituer en tout temps une réserve incendie minimale.

Le dispositif de rejet final, depuis le bassin incendie, doit être équipé d'un système avec une vanne 3 voies ou dispositif d'efficacité équivalente permettant de rediriger tout rejet non conforme vers un bassin tampon.

Le volume et la qualité de ces eaux envoyées vers le rejet 2 sont contrôlés avant chaque bâchée (pH, T°, quantité rejetée, COT). Ce contrôle doit être situé sur la canalisation avant rejet. Ces mesures sont reportées en salle de contrôle et enregistrées.

La liaison entre le bassin incendie et le rejet se fait par une canalisation unique équipée d'une vanne 3 voies.

Au niveau de la conduite centralisée, les actions à partir du suivi en continu doivent s'appuyer sur 2 seuils d'alarme :

- niveau bas = 75 % de la valeur limite tel que définie à l'article 24.4 dans le cadre du suivi en continu (article 24.5) => vigilance
- niveau haut = valeur limite tel que définie à l'article 24.4 dans le cadre du suivi en continu (article 24.5) => la vanne 3 voies est positionnée pour retraitement ou isolement dans un bassin de stockage de 240 m³. Dans le cas d'un dépassement du niveau haut, aucun rejet ne doit s'effectuer dans le bassin incendie.

À défaut de pouvoir être traités conformément à l'article 24.4, ces effluents doivent être stockés sur le site et évacués pour traitement vers un centre agréé.

Constats : Plus aucun rejet aqueux n'est réalisé depuis 2008.

Les eaux industrielles vont dans le bassin d'eau process puis un bassin de 200 m³ et sont recyclées vers l'extracteur humide des mâchefers et également injectées dans le four.

Le débourbeur/déshuileur n'est plus en fonctionnement compte tenu du recyclage en interne des eaux.

Il est prévu de rehausser le bassin process (porter-à-connaissance à venir) pour augmenter le volume de stockage pendant les périodes de fortes pluies et éviter un stockage ponctuel en bâche souple.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2005, article 25.6
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes spécifiques
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans objet
Prescription contrôlée: L'exploitant établit, tient à jour et diffuse aux personnels concernés des consignes spécifiques relatives à la limitation de la consommation d'eau et des gaspillages, notamment en ajustant les débits d'eau à des valeurs les plus faibles possibles compatibles avec le bon fonctionnement des installations, le bon déroulement des processus mis en œuvre et des opérations de nettoyage.
Constats : Concernant les économies d'eau sur site, l'exploitant indique que : <ul style="list-style-type: none"> - des affiches spécifiques sont présentes au niveau des robinets et toilettes, - le chef de quart vérifie les consommations à chaque poste avec un relevé des compteurs, - une régulation d'eau existe au niveau de l'injection d'eau recyclée dans le four, - le refroidissement de l'extracteur de mâchefers fonctionne avec les eaux recyclées du site et non plus de l'eau de ville depuis 2008.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention de la pollution de l'air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/03/2005, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances olfactives
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans objet
Prescription contrôlée: L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation.
Les frais afférents à cette campagne sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Aucune plainte odeur n'a jusqu'alors été enregistrée pour le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôle de la production des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2005, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans objet
<p>Prescription contrôlée: Pour chaque enlèvement les renseignements minimums suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listings informatiques...) et conservé par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • code du déchet selon la nomenclature, • origine et dénomination du déchet, • quantité enlevée, • date d'enlèvement, • nom de la société de ramassage, • destination du déchet (éliminateur), • nature de l'élimination effectuée. <p>Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi selon la réglementation en vigueur.</p> <p>Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998, relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Trackdéchets est utilisé pour le suivi des enlèvements des déchets dangereux. Un sondage a été fait sur un BSDD de REFIOM (19 01 07*). Ce dernier n'appelle pas de commentaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Stockage temporaire des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2005, article 30.1
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité stockée
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans objet
<p>Prescription contrôlée: La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite sauf pour les mâchefers, les déchets générés en faible quantité (< 5 t/an) ou faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques.</p>
<p>Constats : Les REFIOM sont stockés en silos (capacité max de 40T) or la production est de 120 T/mois. Le stock de ferrailles (sortie four) est évacué tous les 10-12 j.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Traitement des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2005, article 31.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle et suivi
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans objet
Prescription contrôlée: Les analyses et tests de caractérisation des déchets industriels spéciaux (résidus d'épuration des fumées, produits chimiques, etc.) sont renouvelés au moins chaque trimestre.
Constats : Des analyses trimestrielles sont faites sur les REFIOM envoyés à « SECHE » à Laval et sont intégrées au rapport trimestriel. Les dernières datent des 22/02/23, 21/06/23, 16/08/23.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2005, article 35.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans objet
Prescription contrôlée: L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs. Ce plan doit être élaboré, maintenu à jour, mis à la disposition du personnel concerné en tout point utile et enclenché sans retard lorsque nécessaire. L'exploitant s'assure de la disponibilité en tout temps des moyens humains et matériels ainsi définis. Des exercices de mise en œuvre de ce plan doivent être organisés une fois par an par le personnel du centre en concertation avec les Services de Secours et d'Incendie. La date et le compte-rendu de ces exercices sont consignés sur un registre.
Constats : L'exploitant possède un mode opératoire MOP_S_SONI_027 pour les situations d'urgence. La déclaration à la DREAL de l'incendie doit être intégrée au MOP : - en heures ouvrées, l'UID est tenu d'être informée de l'incident (téléphone : 03 39 59 67 50 et mail boîte UID: ud58-89.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr), - hors heures ouvrées, le numéro d'astreinte DREAL est à contacter : 06 88 21 63 43.
Un MOP pour appeler les pompiers, l'astreinte et la hiérarchie existe mais sa numérotation et version restent à préciser (ENR_S_SON_XXX).
Un exercice sur site avec les pompiers a eu lieu le 14/12/2022 mais il n'y a pas eu de compte-rendu de celui-ci.
Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher du SDIS 58 afin de préciser avec eux les documents qui leur sont nécessaires et le moyen d'y accéder lors d'une intervention sur un sinistre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Admission des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/03/2005, article 37.1
Thème(s) : Situation administrative, Capacité de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>...La capacité en fonctionnement nominal d'entreposage des déchets dans la fosse de réception est de 1 300 m³.</p> <p>Le stockage en fosse peut atteindre 2 000 m³ en fonctionnement dit exceptionnel (arrêt technique par exemple). Cette situation devra être justifiée.</p>
<p>Constats : 2 marquages, au niveau du mur du fond de la fosse, associés à un mode opératoire (MOP_S_SONI_120 V1) existent pour que l'opérateur puisse vérifier si le volume de la fosse est bien < 2000 m³ lors du déchargement des camions. Les 2 marquages correspondent à un fonctionnement avec 1 ou 2 portes d'accès à la fosse.</p> <p>Le jour de l'inspection, le volume de déchets était important mais < 2000 m³.</p>
Observations : Une petite partie des déchets était hors fosse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Admission des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/03/2005, article 37.7
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de radioactivité
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Un portique de radioactivité doit être maintenu en état de fonctionnement durant l'exploitation de l'usine.</p> <p>Les procédures inhérentes à l'exploitation du portique doivent être réalisées en utilisant les guides existants dans le domaine (DGSNR et de la profession par exemple).</p>
<p>Constats : Le portique SAPHYMO a été vérifié par AM2C le 17/01/2023 selon le registre des contrôles réglementaires.</p> <p>Le rapport associé a été demandé et reçu lors de l'inspection.</p> <p>Un radiamètre SAPHYMO est présent sur site et vérifié le 20/01/2023.</p> <p>Un mode opératoire existe pour les situations d'urgence (détection de radioactivité) : MOP_S_SONI_025 V3.</p> <p>Le dernier déclenchement du portique a eu lieu le 15/12/2021 et la décroissance de radioactivité du chargement isolé a permis une vidange en fosse le 05/01/2022 soit moins de 30 jours tel que l'indique la procédure. L'appel de l'entreprise extérieur qui gère les déclenchements après 30 jours d'isolement (ONECTRA) n'a pas été nécessaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet